

POINT DE VUE. « TVA sociale, Taxe carbone, capitalisation : le poids des tabous »

Productivité, environnement, retraites... « Là où s'impose la réforme, nous n'avons fait qu'empiler les tabous », estime le président de l'Institut de l'entreprise, Pierre-André de Chalendar. Qui pose la question : « Mais de quoi nous protègent encore nos propres tabous ? »



Pierre-André de Chalendar. | JEAN CHISCANO

« Aucun des lecteurs de « *La Peste* » ne l'ignore, c'est « *ajouter au malheur du monde que de mal nommer les choses* ». Pour notre malheur, à tous, il y a dans le débat politique français un mal plus radical, et donc plus périlleux encore : ne pas les nommer du tout.

Voici 20 ans, au moins, que notre productivité, inexorablement, décroche, que notre croissance se révèle insuffisante pour financer les promesses de notre modèle social ou que le vieillissement de notre société appelle à repenser notre système de retraite. Pourtant, là où s'impose la réforme, nous n'avons fait qu'empiler les tabous. Désormais, il faut même une bonne dose de courage pour oser rappeler ces vérités pourtant incontestables : on ne peut partager la richesse qu'après l'avoir créée, on ne peut créer de richesse sans entreprises.

Libérer le travail

Mais il faut aller plus loin, et sans prétendre épuiser la liste des tabous qui enserrant notre économie, je veux en retenir trois. Le premier se nomme TVA sociale. Murmurée en 2007, l'expression est, depuis, considérée par l'ensemble des états-majors politiques comme un aller simple vers la déroute électorale. Elle est pourtant le support d'une idée à la fois efficace, juste et utile : cesser de faire reposer le financement de notre système social sur les seuls travailleurs pour faire enfin baisser le coût du travail et retrouver, entre autres choses, notre compétitivité à l'export. Il est donc grand temps de la remettre sur le métier !

Réussir la transition écologique

Notre second tabou se nomme quant à lui taxe carbone, et sa seule évocation suffit là aussi pour réveiller, chez nos élus, cauchemars et sueurs froides. Pourtant, face à l'ardente nécessité que constitue la décarbonation de nos modes de vie, de production et de consommation, une tarification du carbone demeure incontournable. Les Scandinaves ont su rendre ce principe socialement acceptable par avec un ensemble de mesures

d'accompagnement, sachons donc nous en inspirer ! Nous pourrions alors avancer, en Européens cette fois, vers un mécanisme de taxation du carbone à nos frontières extérieures qui soit enfin ambitieux, et au passage efficace.

Financer nos retraites

Troisième tabou de cette liste, la retraite par capitalisation ne procède pour sa part pas tant d'un traumatisme quelconque que d'un impensé historique niché au plus profond de notre psyché collective. Nous sortons ainsi à peine (mais en sommes-nous vraiment sortis ?), d'une nouvelle réforme de notre système par répartition. Ayant réussi le tour de force d'être à la fois insuffisante et impopulaire, elle n'est sans doute pas étrangère à la crise politique dont nous sommes depuis plusieurs mois les tristes spectateurs. Pourquoi donc ne pas le dire ? L'allongement de la durée de vie, à bien des égards une heureuse nouvelle, emporte avec lui des conséquences purement arithmétiques qui ne sont pas toutes solubles dans le principe de la répartition. Dès lors n'est-il pas temps de briser ce tabou pour, vraiment, garantir à chacun la retraite qu'il mérite ?

Faut-il renforcer les sanctions économiques envers les pays non coopérants en matière de lutte contre le changement climatique ?

[Débattez !](#)

Au coeur de la mécanique du tabou, il y a l'interdit qui frappe celui qui s'en affranchit mais aussi, du moins originellement, la protection qu'il confère à ceux qui le respectent. Mais de quoi exactement nous protégent encore nos propres tabous ? Tous ceux qui, comme moi, peinent à répondre à cette question, conviendront, je l'espère, qu'il est enfin temps de nous en libérer. »

(*) Président de l'[Institut](#) de l'Entreprise